

Burundi : L'opulence insultante d'une petite oligarchie au sommet de l'Etat

@rib News, 15/02/2011 Le Peuple dans la Misère... le Sommet n'est pas au courant ! Par Pancrace Cimpaye Ce samedi 12 février 2011, le Secrétaire Général du CNDD-FDD, Monsieur Gélase Ndadabirabe, a sur les ondes de la Radio Publique Africaine affirmé le sentiment du chef de l'Etat du 31 décembre 2010. A ce titre il a martelé que tout va très bien ! Que le Burundi ne cesse de marquer des pas en avant; dans son illusion narcissique il a soutenu que le Burundi n'est pas en train de régresser. Le Burundi ne peut en aucun cas faire marche en arrière devant-il renchérir.

Mais le seul fait que, jusqu'au moment où je rédige ce papier les fonctionnaires de l'Etat Burundais ne soient pas encore payés, cela prouve que Gélase Ndadabirabe n'a plus le contact avec la triste réalité Burundaise. Le vécu quotidien de ces malheureux fonctionnaires est le cadet de ses soucis. Ils ont un salaire de misère, une misère qui tarde à tomber dans leurs comptes. Et Monsieur Ndadabirabe estime que c'est normal ! C'est dommage que le numéro deux du Parti Présidentiel ne soit pas au courant de cette souffrance du peuple Burundais. D'où vient cette citation politique ? Elle est une insulte d'un fait simple. La petite oligarchie qui a fait main basse sur le pays vit un paradis au moment où le peuple vit un enfer qui n'aument aucunement pas la petite bourgeoisie du CNDD-FDD. A cet égard, il sied de citer un seul exemple qui démontre les raisons de cette insouciance de Monsieur Gélase Ndadabirabe. Ainsi la courbe du salaire des membres du gouvernement et du cabinet du chef de l'Etat ne cesse de monter. A cet effet :

- 2005: les membres du gouvernement percevaient un salaire de 316.000 Fbu par mois.
- 2007, les mêmes ministres avaient 336.000 Fbu par mois.
- De 2008 à janvier 2010 jusqu'à 630.000 Fbu par mois.
- Depuis février 2010, les ministres ont vu leur salaire passer à 2.000.000 Fbu (deux millions de franc bu).
- Le Chef de cabinet du Président qui avait auparavant des avantages que les ministres avaient cette fois-ci 2.400.000 Fbu (deux millions quatre cent francs bu) depuis février 2010.
- Les Conseillers Principaux du Chef de l'Etat ont quant eux 1.800.000 Fbu (un million huit cent francs bu). Jusque là ils avaient toujours eu les mêmes indemnités que les ministres.
- Les Conseillers assistants au cabinet du Chef de l'Etat sont quant à eux passés de 336.000 Fbu à 900.000 Fbu (neuf cent mille francs bu).
- Tout compte fait de 2008 à 2010, le salaire des ministres Burundais a augmenté de 500%.
- Le salaire du Chef de Cabinet du Président de la République de plus de 700%.
- Le conseiller principal du Chef de l'Etat a connu une augmentation de plus de 500%.
- Le conseiller assistant a connu une augmentation de plus de 200%.

Avec une telle courbe d'augmentation tout le monde peut comprendre pourquoi Gélase Ndadabirabe qui est dans une institution qui bénéficie des mêmes largesses est insensible à la paupérisation de la grande majorité des burundais. Dans ce registre, pour ne pas provoquer des attaques cardio-vasculaires j'évite de dévoiler la courbe d'augmentation du Président de la République et de ses Vice-présidents. Cette augmentation de salaire intempestive pour les uns irrite les bailleurs de fonds. Et certains robinets sont en conséquence fermés. Pour combler ce fossé, ces privilégiés décident une augmentation du prix du carburant, une augmentation du prix des produits Brarudi. Cette augmentation entraîne ipso facto l'augmentation des prix des produits de première nécessité. Dès lors le panier de la ménagère devient de plus en plus vide chez les fonctionnaires qui ont un salaire de misère, un salaire qui arrive tardivement. Au même moment la petite bourgeoisie qui bénéficie d'une augmentation de salaire de plus de 500% peut se pavaner et clamer haut que le Burundi est un pays de cocagne. Quelle déconnection ! Quel cynisme ! Nous sommes en face d'un sommet qui n'est plus en symbiose avec la base. Dans ce cas, c'est comme un corps qui a une tête qui ne sent plus les mouvements des pieds; on ne doit pas être médecin pour comprendre qu'il y a paralysie et nécessité d'effectuer une opération chirurgicale. Effectivement un sommet de l'Etat aisé qui dans l'opulence, la tentation est grande de développer une arrogance qui frise le mépris du petit peuple démuné. Disons-le froidement dans pareil cas le divorce est consommé. Et c'est le cas ! La caste aux salaires honorables n'a plus rien en commun avec celle aux salaires misérables.